

## ANALYSEN UND BERICHTE

### Processus de démocratisation et rotation locale des élites au Cameroun

Par *Ibrahim Mouiche*, Yaoundé

Cette étude a pour objectif d'examiner le renouvellement des élites politiques locales au Cameroun noué par le nouveau contexte de multipartisme et de démocratisation, cela, à partir des données tirées des municipales de 1996 à l'Ouest. L'idée générale ici est que Robert Dahl a toujours vu dans la direction de certaines sociétés par des élites multiples et concurrentielles la « meilleure approximation de la démocratie », bien que l'animation de la vie politique dans les sociétés a toujours été l'apanage d'une oligarchie.<sup>1</sup> A l'observation, on constate effectivement que les régimes démocratiques libéraux qui perdurent dans les sociétés postindustrielles reposent sur la négociation entre des élites issues de secteurs différents de la société, en particulier des milieux économiques et selon des filières multiples. La professionnalisation de la politique, si elle y est patente n'exclut pas la diversité dans la trajectoire des politiciens. Au contraire, sous le régime du parti unique en Afrique, un fait a été très récurrent sur l'échiquier politique, à savoir « l'étroitesse de la classe politique ». Aussi, dans son ouvrage consacré aux régimes politiques africains, M. Pierre-François Gonidec soulignait-il à juste titre l'existence en Afrique noire d'une « classe politique » composée notamment des chefs traditionnels, des intellectuels, des fonctionnaires civils, des responsables syndicaux et des cadres de l'armée.<sup>2</sup>

Le Cameroun n'échappe pas (ou n'échappait) pas à la règle selon laquelle seules certaines catégories de la population participent de manière plus ou moins active à la vie politique, avec cette particularité que le régime du premier Président Ahmadou Ahidjo était conservateur en ce qui concerne le personnel de l'Etat. Rien n'était fait qui aurait pu perturber gravement la bourgeoisie bureaucratique sur laquelle il avait assis le pouvoir. Issue de celle-ci, la classe dirigeante (hommes politiques et hauts fonctionnaires exerçant un pouvoir

<sup>1</sup> *Dahl, R.*, *Polyarchy: Participation and Opposition*, New Haven: Yale University Press, 1971, p. 100.

<sup>2</sup> *Gonidec, P.-F.*, *Les systèmes politiques africains*, Paris, LGDJ, 1978, 2e édition.

réel) était stable, ne se renouvelant que par le mouvement naturel des générations filtrées par la cooptation.<sup>3</sup> Comme résultat, les organes exécutifs et délibérants de l'organisation municipale de la province de l'Ouest sont longtemps restés de véritables perchoirs des chefs traditionnels, alliés du pouvoir d'Etat dans cette région. Dans ces organes communaux, ces « aînés sociaux » bénéficiaient d'une assurance permanente dans l'investiture aux élections municipales ; comme il s'agissait des élections non-compétitives, ils étaient constamment assurés de briguer un mandat de conseiller municipal ou de maire dans leurs localités respectives. Ce leadership avait conduit à un certain credo aristocratique où certains chefs n'avaient jamais quitté ces organes communaux; morts, ils étaient « remplacés » par leurs successeurs.<sup>4</sup> L'avènement de M. Biya à la tête de l'Etat va tenter d'apporter un bémol à cette cooptation des chefs traditionnels par l'expérimentation du système sémi-compétitif aux élections de 1987 admettant la pluralité de listes au sein du parti unique, le RDPC (Rassemblement démocratique du peuple camerounais), puisque l'on verra quelques chefs battus par de leaders en voie d'émergence; mais cette expérience fut limitée. Les municipales de 1996, les toutes premières élections locales de l'ère libérale, imposent par contre une certaine rupture comme le souligne si bien Fred Eboko:

«... l'un des éléments majeurs de ces élections de 1996 a été la manifestation par le 'bas' de la volonté des populations de marquer une coupure entre l'autorité traditionnelle servant le relais à l'Etat et le parti-Etat représenté par l'ex-parti unique, le RDPC. Quelques ténors de l'histoire politique du Cameroun contemporain confirment ou manifestent leur retour à travers ces municipales (...).

« La majorité des autorités traditionnelles s'est engagée à soutenir les candidats du RDPC, comme ils le firent souvent pendant l'ère monolithique. Leurs ouailles ont choisi dans l'ensemble, de faire valoir cette différence entre l'allégeance à la chefferie et la volonté de changement, voire l'obédience politique ».<sup>5</sup>

Sur le procès de la transition démocratique, la thèse dominante chez les africanistes en ce qui concerne la circulation des élites demeure celle de la non-rotation.<sup>6</sup> Ainsi, pour Peter J.

<sup>3</sup> Voir *Gaillard, Philippe*, *Le Cameroun*, Paris, L'Harmattan, 1989, tome 2.

<sup>4</sup> Voir mon article sur « Multipartisme et participation politique des chefs traditionnels au Cameroun de l'Ouest » in: *Revue Africaine d'études politiques et stratégiques*, n° 1, 2001, p. 53-81.

<sup>5</sup> *Eboko, F.*, « Les élites politiques au Cameroun. Le renouvellement sans renouveau ? » in: *Daloz, J.-P. (dir.), Le (non) renouvellement des élites en Afrique subsaharienne*, Talence, CEAN, 1999, p. 99-133. Seulement, cet auteur fait la confusion entre la chefferie et la personne du chef.

<sup>6</sup> Voir *Quantin, P.*, « Les élites politiques face aux transitions démocratiques » in: *L'Afrique politique*, 1995, p. 277-285 ; *Schraeder, P.J.*, « Plus ça change, plus c'est la même chose ! » *African ruling Elites and the Challenges of Democratization* in : *Démocraties africaines*, Hors-séries no 1, mai 1995, p 8-15; *Augé, A.*, « La stabilité des élites gouvernementales au Gabon : un regard sociologique » in: *Afrique contemporaine*, no 201, 2002, p. 60-71 ; *Chabal, P. / Daloz, J.-P.*, *Africa Works. Disorder as Political Instrument*, African Issues, London, The International Institute, James Currey & Indiana University Press, 1999, First published; *Daloz, J.-P.*, *Elites et représentations politiques. La culture de l'échange inégal au Nigeria*, Pessac, Presses universitaires de Bordeaux, 2002 ; *Eboko, F.* ( n. 3).

Schraeder, « plus ça change, plus c'est la même chose ». <sup>7</sup> Mireille Eza parle plutôt d'une « nouvelle équation politique » où se succèdent deux tendances : l'alternance et la cogestion : « La problématique soulevée par la cogestion et ses corollaires, que pour plus de commodité nous appellerons les 'co-systèmes' (coalition, cohabitation et cogestion) est apparue comme pendant à l'alternance lorsqu'elle s'est avérée impossible ou différée pour des raisons structurelles, conjoncturelles et politiques ». <sup>8</sup> De son côté, Jean-Pascal Daloz constate d'une part que la plupart des acteurs politiques « n'étaient pas exactement des novices sur les scènes (para) politiques- fût-ce en tant que chef syndical, de guérilla, ou d'expert » ; que d'autre part, « il reste à prouver que leurs attitudes se démarquent fondamentalement de celles de leurs prédécesseurs, on s'est demandé s'ils ne constituaient pas des cas somme toute exceptionnels, masquant une large reconduction des personnels politiques ». <sup>9</sup> Patrick Quantin en vient donc à la thèse des « transitions sans alternances et des alternances sans rotation des élites » ; <sup>10</sup> ce que renchérit Fred Eboko dans le cas camerounais en parlant de la « propre reproduction » du système. <sup>11</sup>

Tous ces points de vue s'appuient sur les travaux de Schumpeter et Lasswell, lesquels, parlent de la flexibilité des élites de la transition démocratique et de leur capacité d'adaptation. Mais si nous pouvons donner du crédit aux observations fort pertinentes de ces auteurs, il reste que leurs travaux s'appuient sur le moule des seules instances du pouvoir central, sur les acteurs majeurs de la vie politique (« major political actors »), sur le gouvernement et le parlement. Ce genre d'études sur le « haut » demande à être irrigué par celles du « bas ». Ainsi que l'affirme Peter Geschiere <sup>12</sup>, « Les débats sur les rapports du politique et de l'Etat, sur l'existence possible du politique en l'absence d'Etat sont cependant toujours actuels. Car, en "dessous" de la politique officielle des Etats modernes, il existe des façons locales de "faire la politique" et pour comprendre l'évolution des Etats modernes, il est indispensable de penser la continuité qui relie ces styles locaux (notamment leurs transformations aux formes néo-traditionnelles dans les sociétés contemporaines) aux conceptions modernes du politique ». En clair donc, «...les débats sur (...) l'Etat et sur la manière dont cet Etat assure sa présence au sein de la société civile à travers ses représentants seraient mieux valorisés à partir de données empiriques recueillies au niveau « local »

<sup>7</sup> Schraeder, P.J., (n. 6).

<sup>8</sup> Eza, M., (n. 6), p. 33.

<sup>9</sup> Daloz, J.-P. (dir.), *Le (non-) renouvellement des élites en Afrique subsaharienne*, Talence, CEAN, 1999, p. 19.

<sup>10</sup> Quantin, P., (n. 6), p. 281.

<sup>11</sup> Eboko, F., (n. 5), p. 128.

<sup>12</sup> Geschiere, P., « le poids de l'histoire » in Coulon (C) et Martin (D-C.), *Les Afriques politiques*, Paris, La Découverte, 1991, p. 29.

que les discussions quelque peu abstraites, focalisées sur le niveau « moyen ». <sup>13</sup> Et de l'observation des municipales de 1996, il ressort plutôt deux constantes à l'Ouest à savoir, une émergence de nouveaux acteurs locaux au sein des formations politiques de l'opposition <sup>14</sup> et un élargissement de la classe politique locale au sein du parti au pouvoir, le RDPC.

- D'abord l'émergence de nouveaux leaders et revanche des « cadets sociaux » au sein des formations politiques de l'opposition ; l'expression « cadets sociaux » ne doit pas être prise dans un sens péjoratif, tant les réseaux de recrutement des maires de l'opposition sont multiples avec des recyclages fort nombreux; cependant, elle semble surtout bénéficier du soutien des jeunes, diplômés ou non, éprouvés par la crise économique et de tous les autres pensionnés de l'Etat, victimes de l'exclusion, des enseignants du secondaire, des agents de l'Etat retraités, des individus évoluant dans l'informel ou se débrouillant dans des petites activités en milieu urbain et quelques braves planteurs. Comme le soulignait si bien un de nos informateurs, « Tous les fonctionnaires et agents retraités vivent dans l'opposition. En activité, ils protègent leurs intérêts ».
- Ensuite, l'élargissement de la classe politique RDPC aux principaux hommes d'affaires bamiléké, lesquels, sont devenus des maires dans leurs localités en lieux et places de certains chefs ; ces derniers sont même bousculés quand ils veulent s'arc-bouter sur leurs privilèges d'antan. Cette mutation horizontale est importante à cause de l'apathie politique qui a prévalu dans le monde de ces entrepreneurs économiques sous le règne du parti unique, contrairement au Nigeria où il est fort rare, que des acteurs accèdent à la notoriété sans tenter de se lancer peu ou prou dans la politique à en croire Jean-Pascal Daloz. Elle s'inscrit toutefois dans la logique de ce que cet auteur appelle la quête « bigmanique », « c'est-à-dire de l'obsession de s'ériger en figure dominante et indiscutée, écrasant tout challenger en vertu de capacités supérieures de redistribution ». <sup>15</sup>

Ces deux tendances lourdes se sont poursuivies avec les dernières municipales de 2002 <sup>16</sup>. Pour appuyer notre argumentaire, nous ferons appel ici à deux études des cas <sup>17</sup> de rotation

<sup>13</sup> Alber, E., « Le pouvoir local face aux mutations au niveau de l'Etat. Le cas d'un village bariba » in: Cahiers d'études africaines n° XXXVII (1), 1997, p. 137-138 ; Bierschenk, T. / Olivier de Sardan, J.-P. (eds.), Les pouvoirs au village. Le Bénin entre démocratisation et décentralisation, Paris, Karthala, 1998.

<sup>14</sup> Néanmoins, au sein de toutes les formations politiques, l'on a également assisté à un recyclage des élites.

<sup>15</sup> Voir Daloz, J.-P., (n. 6), p. 107.

<sup>16</sup> Même si en 2002, le parti au pouvoir l'a largement emporté sur les formations politiques de l'opposition, l'ouverture amorcée en 1996 en direction des hommes d'affaires s'est poursuivie.

<sup>17</sup> « L'étude de cas est une stratégie de vérification très utilisée en sciences sociales (...). Le chercheur ne peut manipuler les variables en cause, mais seulement observer les interprétations possibles entre ces variables. C'est une stratégie de recherche empirique qui permet d'étudier des phénomènes contemporains dans la réalité où les frontières entre le phénomène et son contexte ne sont pas toujours évidentes et où il faut habituellement utiliser des ressources multiples

locale des élites : celle de Foumban pêchée au sein de l'opposition l'UDC (Union démocratique du Cameroun) et celle de Bandjoun dans les rangs du RDPC.

## 1. De l'émergence de nouveaux leaders au sein de l'opposition : étude de cas de Foumban

La présente intrigue a pour théâtre des opérations la commune urbaine de Foumban, capitale du royaume bamoun, lequel, épouse le cadre territorial du département du Noun. Elle met en scène deux anciens ministres et acteurs-clés du système politique local: sa Majesté Ibrahim Mbombo Njoya<sup>18</sup>, le sultan-roi des Bamoun, incarnant le parti au pouvoir et Adamou Ndam Njoya<sup>19</sup>, le leader de l'UDC de plus en plus crédité comme le nouveau

d'information et d'évidence ». *Jean Blondel*, « La vraie raison d'être des études de cas est la possibilité de comprendre-de saisir ensemble-une situation particulière dans son intégralité » in *Revue internationale de la politique comparée*, vol 1, no1, 1994, p 17.

<sup>18</sup> Administrateur civil principal et membre du Bureau politique du RDPC, l'instance suprême du parti au pouvoir, après le Congrès, sa Majesté Ibrahim Mbombo Njoya, né le 27 octobre 1937, appartient à la toute première génération des administrateurs camerounais. Titulaire du diplôme du deuxième degré de l'Institut d'études africaines de Dakar, il commence sa carrière comme attaché au cabinet du Haut commissaire de la République française au Cameroun (1957-1960). Pendant un an en 1960, il occupe les fonctions de chef de cabinet du secrétaire d'Etat à la présidence chargé de l'information, avant d'être nommé chef de cabinet du ministre des forces armées en 1961. En 1964, il est promu commissaire général à la jeunesse, aux sports et à l'éducation populaire, l'ancêtre du ministère de la jeunesse et des sports qu'il occupera 21 ans plus tard. En mai 1965, il est nommé ministre-adjoint de l'éducation nationale, de la culture, de la jeunesse et des sports.

M. Ibrahim Mbombo Njoya ne repart du gouvernement que pour entamer une longue carrière de diplomate pendant les années 1970. Ainsi sera-il ambassadeur du Cameroun à Malabo en 1970, puis au Caire en 1974. Rappelé par Ahidjo, il se verra confier le poste de vice-ministre des affaires étrangères en décembre 1980 puis le portefeuille des postes et télécommunications en janvier 1982. Par la suite, il sera tour à tour sous Biya, ministre de la jeunesse et des sports en 1983, ministre de l'information et de la culture en 1986, ministre de l'administration territoriale en 1988, à nouveau ministre de la jeunesse et des sports en 1990 et enfin ministre chargé des relations avec les assemblées entre avril-novembre 1992. C'est le lundi 10 août 1992 qu'il est intronisé roi des Bamoun, suite au décès de son père, sa Majesté le sultan Seidou Njimoluh Njoya et abandonne son poste de ministre. Cette accession au trône des rois des bamoun laissait un goût amer aux yeux de la plupart de ses sujets tant la popularité du nouveau roi n'était pas de mise du fait de son bilan de carrière ministérielle jugé négatif par et pour la communauté bamoun.

<sup>19</sup> Né le 8 mai 1942, celui-ci, à l'instar de sa Majesté Ibrahim Mbombo Njoya, a connu la haute administration de notre pays. C'est en 1969 qu'il obtint à Paris son doctorat d'Etat en droit public et rentre au Cameroun où il entame sa carrière administrative en qualité de diplomate au ministère des affaires étrangères. Un an après, il quitte la diplomatie pour se consacrer à l'enseignement à l'Université de Yaoundé où il se fait recruter comme assistant à la Faculté de droit et des sciences économiques. 1975, il accède au poste de vice-ministre des affaires étrangères. En 1978, il lui est confié le prestigieux le portefeuille de ministre de l'éducation nationale qu'il cède en 1980 pour

tribun des Bamoun. Elle est structurée en trois parties. En premier lieu, nous présentons le contexte socio-politique de l'étude marqué par le monopole de la scène politique locale par la royauté bamoun jusqu'à la restauration du multipartisme en 1990. En second lieu, nous ferons suivre le déroulement des municipales de 1996 dans la commune urbaine de Fouban, lesquelles, avaient vu le sacre du leader de l'UDC sur le sultan-roi des Bamoun. La troisième partie de cette étude de cas se penche sur l'examen des variables explicatives de ce leadership politique alternatif d'Adamou Ndam Njoya.

### *1.1 Le contexte socio-politique de l'étude : monopole de la scène politique locale par la royauté bamoun, restauration du multipartisme et implosion violente en 1991*

Le monopole de la scène politique locale bamoun s'entend de la convergence et de la concentration de l'essentiel des ressources politiques, économiques, sociales et culturelles du royaume en faveur du palais et de la famille royale. Tout est parti en réalité des élections législatives de 1946 où sa Majesté Njimoluh Seidou, le géniteur de l'actuel sultan-roi Ibrahim Mbombo Njoya, remporte lesdites élections ; ce qui le rapproche davantage de l'administration coloniale française dans sa chasse aux leaders périphériques à même de lui permettre de mieux asseoir sa mission « civilisatrice ». Dès les débuts des années 1950, le parti de l'UPC (Union des populations du Cameroun) inquiète le colonisateur français par ses idées nationalistes et révolutionnaires. Pour faire pièce à ces « intoxicateurs », l'administration multiplia et soutint la création des groupuscules politiques pro-français au nombre desquels, l'Assemblée traditionnelle du peuple bamoun avec pour promoteur, le sultan Seidou Njimoluh. Le premier test de popularité de l'Assemblée traditionnelle du peuple bamoun a eu lieu en 1953 aux élections à l'ATCAM (Assemblée territoriale du Cameroun). Le sultan Seidou en fut élu député, seul candidat à proprement parler, avec plus de 213 des suffrages<sup>20</sup>, après que l'UPC ait été muselée, ses partisans battus y compris son secrétaire général Um Nyobé venu pour la campagne électorale. A partir du moment où Ahidjo va accéder au pouvoir (d'abord en 1958 comme Premier ministre du Cameroun sous tutelle française et en 1960 comme Président de la République), il trouvera auprès du sultan Seidou de solides soutiens en pays bamoun. Ainsi, dans la lutte qui va opposer à

prendre celui de l'inspection générale de l'Etat et de la réforme administrative. 1982, il est viré définitivement du gouvernement par le Président Ahidjo.

Avec ce départ du gouvernement, devait s'amorcer dirions-nous la traversée du désert pour Adamou Ndam Njoya. Mais en 1985, il ira à l'UNESCO en qualité de membre du conseil exécutif et sera sous Frederico Mayor, le coordonnateur général du programme pour les droits de l'Homme. Cependant, il faut le reconnaître, cette carrière de diplomate le confinait toujours à la touche dans la mesure où sa visibilité sur l'échiquier politique camerounais était altérée. Pour revenir sur la scène, il va profiter du nouveau contexte pluraliste pour créer en 1991 le parti de l'UDC.

<sup>20</sup> Source: Rapport confidentiel sur la personnalité du Sultan Seidou de Fouban, 1953, Archives nationales du Cameroun.

l'Ouest le régime Ahidjo aux upécistes, les Bamoun à l'instigation de leur roi apporteront leur soutien au gouvernement comme ce fut le cas jadis au profit du colonisateur français. L'Assemblée traditionnelle du peuple bamoun ne fera d'ailleurs pas long feu; elle sera dissoute au profit de l'UC (Union camerounaise) naissante d'Ahidjo en 1957<sup>21</sup>. Dès lors, aucune autre formation politique ne foulera plus le sol bamoun. L'avènement du parti unique en 1966 ne viendra que consacrer une situation de fait.

Dans cette sainte alliance conservatrice qui plonge ses racines dans la période coloniale pour se trouver aggravée sous les régimes successifs des Présidents Ahidjo et Biya,

- Le sultan Seidou est resté successivement député aux Assemblées territoriale et législative sous la colonisation française, puis nationale et fédérale après l'indépendance. Il a été président de la Coopérative bamoun de café arabica mais surtout, il est resté maire de Fouban ad vitam aeternam, de 1955 à sa mort en 1992. Il a été président de la Coopérative bamoun de café arabica mais surtout, il est resté maire de Fouban ad vitam aeternam, de 1955 à sa mort en 1992. Soit 37 ans de règne sans alternance et 7 fois reconduit, respectivement en 1957, 1959, 1962, 1977, 1982 et 1987. Il s'était institué au fil des ans à son profit le système de vote par acclamation ou de 100% quand il était secret.
- Toujours dans le royaume bamoun, comme lui seul régenteait la promotion des élites bureaucratiques bamoun, il fallait s'assurer de son soutien pour bénéficier de l'investiture aux élections municipales et législatives, d'une nomination ou d'être maintenu à son poste au cas où l'on était bénéficiaire d'une rente politico-administrative.
- Dans la représentation du département du Noun au sein du gouvernement camerounais, la palme d'or est revenue à Ibrahim Mbombo Njoya, son fils et successeur lequel, est resté longtemps ministre sous Ahidjo et Biya.

Cette longévité gouvernementale d'Ibrahim Mbombo Njoya mérite quelques commentaires parce qu'elle s'est faite au détriment d'Adamou Ndam Njoya. En effet, c'est en 1975 qu'Adamou Ndam Njoya entre au gouvernement. Mais le 4 décembre 1981, Ibrahim Mbombo Njoya, ambassadeur et ancien ministre, était également appelé à ses côtés. S'agissait-il « d'une nouvelle donne tant au niveau du microdosage dans la province de l'Ouest qu'à celui des macro-équilibres géopolitiques se demande Pierre-Flambeau Ngayap? ».<sup>22</sup> L'on sait en effet d'une part que depuis 1958, le pays bamoun n'avait jamais eu plus d'un représentant au gouvernement; d'autre part, une nomination singulière qui ne venait pas compenser une sortie, ne pouvait que modifier le macroéquilibre géopolitique existant au

<sup>21</sup> Ainsi, le groupe parlementaire de l'UC que dirigeait M. Ahidjo à l'Assemblée législative du Cameroun en 1957, rassemblait aussi bien les élus du Nord que ceux du pays bamoun (le sultan Seidou et Arouna Njoya).

<sup>22</sup> *Ngayap, P.-F.*, Cameroun. Qui gouverne? De Ahidjo à Biya, l'héritage et l'enjeu, Paris, L'Harmattan, 1983, p. 85.

profit de la province d'origine du nommé, ici l'Ouest. C'est pourquoi la nomination de M. Mbombo Njoya en décembre 1981 pouvait s'analyser à la fois comme une redistribution des forces politiques dans la province de l'Ouest au profit du département du Noun, et comme une modification de l'équilibre géopolitique national en portant le contingent des membres du gouvernement de l'Ouest à six. Pourtant, il n'en était rien. Car, pour respecter « les équilibres géopolitiques micro et macro », la nomination de M. Mbombo Njoya devait être replacée dans le cadre du remaniement ministériel du 7 janvier 1982, à l'occasion duquel, il apparut clairement que cette promotion un mois plus tôt, n'était qu'un prélude au départ de M. Ndam Njoya. La radio parlera de « grand départ d'Adamou Ndam Njoya », toutes choses qui laissaient croire qu'il y avait une anguille sous roche bien que la nomination soit discrétionnaire. Car, à l'époque, la notoriété de celui-ci était de mise au sein du gouvernement et aux yeux d'une frange importante de la population camerounaise avec ses exigences de la « nouvelle éthique » ; d'où désabusé, il argua de la duplicité de Mbombo Njoya et de son père, le sultan Seidou.

- En 1990 enfin, le sultan Seidou avait organisé une manifestation contre le « multipartisme précipité » et les « modèles importés » au cours de laquelle il précisa : « Nous voulons montrer notre volonté de barrer le chemin à tout ennemi qui viendrait nous détourner du chemin tracé par le Président Paul Biya ».

Au regard de tout ce patrimoine relationnel, le sultan Seidou faisait figure de cacique sur l'échiquier politique local bamoun, c'est-à-dire « un leader qui contrôle la quasi-totalité de ressources politiques, économiques et sociales d'une zone géographique donnée et qui est implicitement reconnu comme tel par les leaders extérieurs à sa zone. Ainsi attend-on de lui qu'il mobilise les populations pour les cérémonies officielles, qu'il maintienne l'ordre dans sa localité, qu'il évite des scandales et les agitations pouvant inquiéter le pouvoir central, qu'il véhicule la propagande du régime et canalise le vote des populations ». <sup>23</sup> André Ayissi Eyebe (1981) concluait à une sorte d' « Etat dans l'Etat » ; réalité par laquelle il caractérisait l'existence de celui qu'on appelait le « roi des Bamoun », dans la mesure où son ombre planait sur tout le département du Noun et il pesait d'un poids déterminant dans la conduite de ce département. C'est aussi dans ce même registre que Roger-Gabriel Nlep parlait du « rejet du commandement extérieur » lorsqu'il estimait que « pendant longtemps, le département Bamoun devenu en 1981 département du Noun, a caractérisé un exemple assez significatif du rejet du commandement extérieur ». Car, affirmait-il, « malgré la nomination d'un préfet à la tête dudit département, celui-ci est demeuré sous le commandement direct du sultan et le préfet n'a souvent été qu'un interlocuteur entre le roi des Bamoun et la haute hiérarchie administrative ». <sup>24</sup>

<sup>23</sup> Fogui, J.-P., *L'intégration politique au Cameroun. Une analyse centre-périphérie*, Paris, LGDJ, 1990.

<sup>24</sup> Nlep, R.-G., *Administration et pouvoir au Cameroun*, Paris, Pedone, 1990, p. 242.



Ce monopole qui va par trop renforcer la position de la royauté bamoun, va faire le lit du discours contestataire de l'ordre traditionnel ; avec le retour au multipartisme l'on va assister à l'implosion violente du système politique local bamoun en 1991. Suivant nos données de terrain, tout serait parti avec l'arrivée de la mission RDPC dans le Noun en février 1991, conduite par le ministre Ibrahim Mbombo Njoya, l'actuel sultan, avec pour objectifs, d'expliquer les textes de décembre 1990 démocratisant la vie politique camerounaise. Seulement, le langage qui en sortit, jeta plutôt les populations dans le désarroi. En effet, au lieu d'un discours lénifiant dans un contexte concurrentiel, les propos du ministre furent les plus provocateurs et outrageants. L'on peut le résumer en deux phrases: « Nous gagnerons les futures échéances électorales par tous les moyens. Vous attendrez les mannes de l'opposition (allusion à Adamou Ndam Njoya qui avait déposé les statuts d'un parti en vue de la légalisation par l'administration) ». Le ministre Ibrahim Mbombo Njoya avait martelé ces mots en frappant la main sur la table au motif qu'un participant avait eu l'outrecuidance, de le tancer pour n'avoir rien fait pour le pays bamoun. Comme circonstance aggravante, le sultan Seidou se déclarait appartenir au RDPC et exhortait une fois de plus ses sujets bamoun à le « suivre dans la voie tracée par le Président Biya ». Cet appel s'inscrivait dans la logique de la marche contre le « multipartisme précipité » qu'il avait organisée un an avant à Foumban.

Or, Adamou Ndam Njoya, fils du terroir, avait déposé les statuts d'un parti politique (l'UDC) qu'il venait de créer. Mais la légalisation dudit parti tardait à venir alors même que le ministre de l'administration territoriale était en train de reconnaître d'autres formations politiques. Et selon une rumeur fort persistante, la non-légalisation par l'administration de l'UDC faisait suite à une lettre co-signée de certaines élites traditionnelles du royaume bamoun dont en tête le sultan Seidou ; dans cette lettre, semble-t-il, elles appelaient l'administration à opposer une fin de non recevoir au dossier de l'UDC. Les populations bamoun attendaient donc la reconnaissance légale de l'UDC, s'impatientaient mais en vain. Entre-temps, le vent du vandalisme et de la pyromanie avait commencé à faire le tour du Cameroun. On croyait que le royaume bamoun allait en être épargné, mais illusion! Les 22, 23 et 24 avril, le Noun était méconnaissable. Dès le 22 à Foumban, des jeunes désœuvrés occupent certaines artères de Foumban, la capitale du royaume et commencent à brûler des vieux pneus des roues des voitures sur la base semble-t-il, d'une fausse alerte venue de Bafoussam, la métropole provinciale, suivant laquelle, cette cité était à feu. Très tôt, ces jeunes se dirigent vers certains collèges privés de la ville où ils délogent les élèves qui les suivent sans peine dans ce mouvement. Ayant absorbé une grande dose d'alcool suite à l'occupation de la maison de dépôt des Brasseries du Cameroun, certains émeutiers deviennent incontrôlables. La police tire dans le tas. Il s'ensuit deux morts dont un subit, un jeune chauffeur de taxi surnommé « *Maradonna* ».

Dans l'ensemble du territoire du royaume, les dommages matériels sont lourds puisque tous les symboles de l'Etat sont atteints: le domicile du ministre Ibrahim Mbombo Njoya, le

nouveau bâtiment de la préfecture de Foumban, les palais de justice de Foumban et de Foubot, la maison des finances de Foumban, la sous-préfecture de Foubot, la mairie de Foubot, le service départemental des affaires sociales de Foumban, les prisons de Foumban et de Foubot, sont réduits en cendres. Comme pour manifester leur mécontentement suite à la création d'un lycée à ville secondaire, les pyromanes endommageaient la direction du Collège d'enseignement secondaire de Foubot où l'on attendait en vain ce même type d'établissement. A Magba, c'est le même son de cloche où les locaux de la gendarmerie sont attaqués. Dans certaines localités, des barricades sont dressées et des ponts coupés. Enfin, la maison du parti du RDPC à Foumban est réduite en cendres. Le 26 avril, le ministre de l'administration territoriale reconnaissait légalement l'UDC. Le 30 mai, à l'occasion de « La grande prière oecuménique en faveur de la paix et à l'issue du 58<sup>e</sup> anniversaire de la mort du Sultan Njoya », sa Majesté le sultan Seidou tint à calmer les esprits en offrant les calumets de la paix à ses sujets, par un discours fort de retournements où il se prononçait en faveur du multipartisme et du libre choix de chacun. En mars 1992, Adamou Ndam Njoya et l'UDC avec, boycottaient les législatives anticipées. En octobre de la même année, il se portait candidat à la présidentielle et fut largement plébiscité dans le royaume bamoun<sup>25</sup>. Aux municipales de 1996, son parti, l'UDC, opéra un triomphe dans le Noun en remportant toutes les neuf communes du département, à commencer par celle de la commune urbaine de Foumban. G. W. Djepang et T. Kpoumie du journal *Le Forum* (n° 001 du 28 février au 10 mars 1996, p5) ne furent pas avares de métaphores pour qualifier cette victoire: « ... 9 communes à 0. Le score est lourd, on dirait le match Zaïre-Yougoslavie en 74 ».

### 1.2 *Les municipales de 1996 et la victoire historique d'Adamou Ndam Njoya sur Ibrahim Mbombo Njoya*

Qui étaient les protagonistes du scrutin municipal dans la commune urbaine de Foumban en 1996? Quels en étaient les enjeux? Quels en furent les résultats et les conséquences sur l'échiquier politique local? Telles sont les questions qui nous interpellent dans cette section de notre étude. Lors de ce vote, deux listes étaient en compétition: celle du RDPC conduite par sa Majesté Ibrahim Mbombo Njoya et celle de l'UDC avec pour tête liste Adamou Ndam Njoya, le leader de l'UDC. Cette candidature du sultan-roi des Bamoun venait à point nommé. D'une part, la commune urbaine de Foumban était la chasse gardée du palais. Depuis 1955, date de création de cette mairie, son père (feu sultan Seidou) avait toujours occupé le prestigieux poste de maire de Foumban. D'autre part, à la mort de celui-ci en 1992, la vacance n'était pas pourvue pour sûrement attendre l'arrivée de son successeur, toutes choses étant ailleurs égales. C'est donc tambour battant que le RDPC débuta la campagne électorale le 7 janvier dans le Noun à Foumban, sous la houlette de M. Jean

<sup>25</sup> Toutefois, Adamou Ndam Njoya ne connut pas de bonheur au-delà de son terroir du Noun.

Fochivé, alors secrétaire d'Etat à la sécurité intérieure et délégué du Comité central du RDPC dans ce département.

Arrivé par hélicoptère à 17h30, il avait à peine mis quelques minutes à sa résidence, puis s'était retrouvé aussitôt avec les responsables du RDPC, le préfet du Noun, ainsi que les responsables du maintien de l'ordre, pour une réunion restreinte qui s'était achevée tard dans la soirée. Cette réunion avait été précédée par celle de sa Majesté Ibrahim Mbombo Njoya avec ses notables. Pendant ce temps, on ne dormait pas du côté de l'UDC qui affûtait également ses armes. Dimanche après-midi, la place de fête de la préfecture de Fouban vibrait dans une débauche de sons et de couleurs. Le Noun avait déterré son folklore et sa richesse culturelle à cette occasion, pendant que l'orchestre et la fanfare de la police apportaient du leur dans cette grande animation. Certaines sous-sections du RDPC arboraient entièrement la tenue du parti. Tout ceci était en présence du sultan Ibrahim Mbombo Njoya et sa cour d'apparat. Il s'agissait en fait d'un double événement: le lancement de la campagne électorale dans le Noun et l'installation des responsables des 19 nouvelles sous-sections RDPC urbaine et rurale de Fouban. De la quasi dizaine d'allocutions du jour, tous les responsables du RDPC avaient assuré au représentant du secrétaire général du Comité central du RDPC que le 22 janvier, les neuf communes du Noun devaient être habillées des couleurs du RDPC. « Le sultan Ibrahim Mbombo Njoya est candidat aux municipales; et, le délégué du Comité central du RDPC M. Jean Fochivé a tenu à lui assurer que les anciens ont décidé que le seul fauteuil de la ville doit lui être réservé, car dans la tradition bamoun, personne ne peut précéder le roi. C'est pourquoi au nom des élites bamoun, il a assuré la victoire du RDPC que le roi a choisi. Aussi vrai que dans l'histoire bamoun de six siècles, le peuple a toujours été derrière le roi ». Quant à toutes les autres communes, M. Fochivé avait rappelé aux Bamoun la fidélité du Président Paul Biya. Or, en politique, rien n'est gratuit. Il avait alors demandé que la campagne électorale « se déroule dans le calme, sans provocation ». « Les fauteurs de trouble, d'où qu'ils viennent seront châtiés. Car nul ne doit transgresser la loi. Et, dans ce pays, la violence et le désordre ne passeront pas ».<sup>26</sup> Seulement, en optant d'être candidat dans les rangs du RDPC, sa Majesté Ibrahim Mbombo Njoya prenait des très grands risques et jouait avec le feu. Résultat, sa liste fut sévèrement battue par celle d'Adamou Ndam Njoya.

<sup>26</sup> Source : Cameroon Tribune n<sup>os</sup> 6013-2302 du mercredi 10 Janvier 1996, p 7.

*Tableau 1: Les résultats des municipales de 1996 dans la commune urbaine de Foumban*

<b>Partis politiques</b>	<b>Nombre de voix</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>Nombre de sièges</b>
RDPC	3 389	21,48	0
UDC	12 384	78,54	41
Total	15 773	100	41

Le leader de l'UDC pouvait exulter pour s'enorgueillir dans l'entretien qu'il accorda au lendemain de ce scrutin à Norbert N. Ouendji dans le journal *Le Messenger* n° 477 du 06 février 1996, p7:

« Le déroulement du scrutin lui-même n'a pas échappé aux fraudes organisées. Ailleurs le pouvoir procédait par intimidation pour ralentir le zèle des électeurs; Foumban par exemple était comme une ville assiégée le 21 janvier. Il y avait beaucoup de policiers et d'autres personnes venues de loin voter. Malheureusement pour eux, nous avons des militants qui étaient prêts à mourir pour la cause qu'ils défendent.

« Nous ne nous sommes pas opposés au roi. Nous avons en face de nous, un candidat du RDPC à qui nous avons administré une sévère correction. Lorsqu'une personne qui a des responsabilités traditionnelles prend le manteau d'un parti politique, ce n'est pas le manteau du roi qui est en jeu. Vous savez, dans nos traditions, le roi doit avoir un droit de réserve, parce que tous les enfants sont ses enfants. Mais s'il devient partisan, ce n'est pas la monarchie qui est mise en cause, mais la personne.

« Généralement, dans certaines démocraties, lorsqu'un homme perd une élection, il adresse les félicitations au gagnant. Moi, je ne les ai pas encore reçues. Mais une fois de plus, je n'ai rien contre le roi. J'avais affaire au représentant d'un parti. Vous me direz qu'on ne peut pas dissocier les deux. Dans le fond, il a essayé d'utiliser son titre pour faire passer le message. Mais hélas! Les électeurs étaient formels. Pour eux, le 21 janvier était le jour de la révolution. C'est pourquoi tout le monde pense que la victoire de l'UDC est très importante dans le Noun. Pour les uns et les autres, c'est une victoire contre le roi, représentant du parti au pouvoir, contre le secrétaire d'Etat à la sécurité intérieure qui était au coeur de la campagne avec son arsenal, contre le RDPC, contre tous ceux qui avaient développé une culture antidémocratique ».

Le leader de l'UDC fait donc une distinction entre le roi, gardien des traditions et garant de l'unité du peuple bamoun et le candidat du RDPC, un leader factionnel auquel il s'est opposé. Dans la foulée, le 21 Janvier 1996 est un jour-symbole de la « révolution », une preuve que le système était bloqué et qu'il s'est explosé. L'essentiel de cette victoire historique de l'UDC que nous avons vécue en direct à Foumban a été résumé par Jean-François Channon dans le journal *Le Messenger* n° 472 du 23 janvier 1996 (p 7):

**« Fouban: l'UDC crève l'écran.**

« ... L'attente des résultats aura été longue à Fouban. Toute une nuit et une demi-journée du 22 janvier 1996. Mais les Foubanais sont restés devant l'hôtel de ville depuis le début des dépouillements des résultats de vote du scrutin du 21 janvier dernier. Lorsqu'à 5h30 minutes, la CRTV-Radio annonce les premières tendances donnant l'Union démocratique du Cameroun (UDC) vainqueur sur l'ensemble du département du Noun, la ville du vénérable sultan Njoya s'est emflammée dans un tohu bohu assourdissant. Les youyou des femmes partaient partout. Tous ou presque, voulaient célébrer cette victoire sur .... le roi 'le roi s'est ligué contre son peuple. Mais Dieu a aidé son peuple. Le roi a trahi', pouvait-on entendre chanter les Bamoun.

« ... Pour comprendre la joie qui anime les concitoyens du Dr Adamou Ndam Njoya, il faut revenir dans les méandres du processus électoral. En effet, la défaite du RDPC a commencé à se dessiner définitivement le 20 janvier 1996, le jour de la clôture de la campagne électorale. Deux meetings étaient organisés à Fouban par le RDPC et l'UDC qui étaient face à face pendant ces municipales. Celui du parti des flammes (c'est-à-dire le RDPC) qui se tenait à la place de la préfecture a rassemblé moins de 200 personnes. Le sultan n'a pas cru bon de s'y rendre... C'était donc un meeting sans saveur réelle à laquelle ont eu droit les quelques fonctionnaires contraints à se trouver sur les lieux.

« Pourtant, non loin de là, l'UDC a fait le plein de la cour de l'école annexe et de ses environs. Près de 10 000 personnes attendaient le Dr Adamou Ndam Njoya qui s'était rendu à Mbouda, dans le Bamboutos présider un autre rassemblement. A son arrivée, le fils du sénateur Arouna Njoya a eu droit à un accueil délirant généralement réservé au roi des Bamoun. Toute la garde royale était en poste et les griots du palais chantaient les louanges. C'est à ce moment que le président de l'UDC a lancé cet appel incessant 'il nous faut défendre notre victoire qu'ils s'apprêtent à voler' ».

Le journaliste parle de la « trahison » du roi envers son peuple et même plus grave, de la défection de la garde royale, de l'accueil quasi-royal accordé à Adamou Ndam Njoya ! De toute évidence, le 22 janvier 1996, au lendemain du raz de marée du parti de l'UDC à Fouban et dans le Noun, le sultan avait passé un des jours les plus tristes de sa vie et le palais avait l'allure de deuil. A la veille même du scrutin, le climat était très tendu à Fouban, envenimé par les déclarations de provocation de Jean Fochivé. Celui-ci avait alors lâché cette phrase au meeting de clôture de la campagne: « le RDPC gagnera par tous les moyens ». Illico, Adamou Ndam Njoya qui présidait le meeting de clôture de son parti à quelques pieds de là, rétorqua pour dire qu' « une élection ne se gagne pas par tous les moyens ». Que « nous avons jusqu'ici été assez tolérants, mais nous ne céderons pas cette fois-ci au chantage. Si l'on tente de nous imposer quelque résultat, nous ne l'admettrons pas (une autre déclaration de guerre) ». Les populations acquises alors au parti de l'UDC, convaincues que Jean Fochivé allait recourir à la fraude et dopées par la prise de position de leur leader de ne pas céder au chantage, d'où qu'il venait, étaient prêtes à toute épreuve de force. La nuit électorale fut très longue dans cette ville et c'est à juste titre que certains

baptisèrent le 21 janvier 1996, le « jour de libération du peuple bamoun ». Cette victoire fut partout saluée dans le Noun par des coups de fusil<sup>27</sup>. L'apothéose de cette consécration fut l'accession d'Adamou Ndam au poste de maire de Foumban, le prestigieux sésame qui était depuis 1955, le privilège de la royauté bamoun.

La question principale est donc de savoir pourquoi cet échec électoral du roi, pourquoi ce lézardement de son autorité, pourquoi l'hégémonie politique d'Adamou Ndam Njoya. Ces deux événements sont imbriqués dans une liaison si inextricable, qu'une tentative de dissociation semble vaine et pourrait d'ailleurs si elle se réalisait, occulter un pan important de la vie politique de ce terroir. De nos informateurs et de notre observation participative de la vie politique du Noun en tant que natif de la localité, cette défaite du RDPC fut d'abord et avant tout, la conséquence directe d'un vote-sanction d'un peuple contre son roi, c'est-à-dire en termes découverts, un choix rationnel des populations, du fait du bilan de carrière ministérielle jugé positif pour Adamou Ndam Njoya et négatif pour Ibrahim Mbombo Njoya. A ces bilans contrastés, nos informateurs ne sont pas avares de comparaisons pour fustiger Ibrahim Mbombo Njoya et encenser Adamou Ndam Njoya. S. Adamou, planteur et ancien conseiller municipal UNC-RDPC, né en 1936 :

« Comparer les bilans de carrière ministérielle respectifs d'Ibrahim Mbombo Njoya, c'est comparer le jour et la nuit. Pour être plus clair, la longue carrière d'Ibrahim Mbombo Njoya n'a rien apporté au peuple bamoun tandis que le court passage d'Adamou Ndam Njoya au gouvernement a marqué des empreintes indélébiles dans le département.

« Quand Adamou Ndam Njoya a été promu ministre en charge de l'éducation nationale, le vaste pays bamoun ne disposait que d'un seul lycée basé à Foumban. Ailleurs, il n'y avait aucun autre établissement secondaire public, même pas un CES (collège d'enseignement secondaire). Cette pauvreté infrastructurelle éducative du Noun causait aux populations deux graves préjudices: celui de la distance avec l'obligation pour la plupart des enfants promus au lycée de Foumban, de rester très éloignés de leurs parents. Le second préjudice concerne le nombre d'élèves appelés à faire leur entrée au lycée. Ce nombre était réduit à cause des capacités limitées d'un seul établissement. Comme conséquence, beaucoup d'enfants dont les parents étaient pauvres, étaient obligés d'arrêter leurs études après la fin du cycle primaire, ne pouvant s'inscrire dans un établissement privé. Conscients de toutes ces difficultés, Adamou Ndam Njoya avait fait ouvrir de nombreux établissements publics secondaires dans le royaume bamoun. En plus, sous sa diligence, de nombreux bamoun furent recrutés comme enseignants ou fonctionnaires dans d'autres administrations. Autre fait marquant, Adamou Ndam Njoya est un brillant intellectuel. Au moment où il était ministre, l'écho de ses prestations honorables et sa rigueur faisaient la fierté des Bamoun. Par contre, Ibrahim Mbombo Njoya est un égoïste, un égocentrique qui a fait le tour de plusieurs ministères avec le bilan que vous connaissez. De fait, vous ne verrez pas un natif du Noun témoi-

<sup>27</sup> Jean Fochivé quitta Foumban discrètement pour regagner Yaoundé dans la matinée du 22.

gner avoir profité d'un quelconque soutien d'Ibrahim Mbombo Njoya. Avez-vous la preuve contraire ? Vous pourriez toujours répondre par l'affirmative puisque fonctionnaire, vous défendez votre pain !

« Même ministre des sports, Mbombo Njoya n'a pas pu construire un stade de football à Fouban. Comme ministre chargé de l'administration territoriale, il n'a pas contribué à l'émergence des originaires du Noun dans la préfecturale. Il est même ridicule de constater que lors de la campagne pour les élections de 1996, le sultan ait prétexté vouloir faire ériger le Noun en une région. Qu'avait-il fait lorsqu'il était aux commandes ? N'avait-il pas le pouvoir de diviser le Noun en deux départements ? A cause de cette turpitude, nous les Bamoun, nous sommes marginalisés par rapport aux Bamiléké, lesquels, raflent tout ce que le gouvernement réserve à l'Ouest dans la politique d'équilibre régional ... C'est dire que le combat que nous menons en soutenant Adamou Ndam Njoya est légitime. Il s'agit de hisser plus haut notre peuple ».

### 1.3 *Du bilan de carrière ministérielle positif d'Adamou Ndam Njoya: du big man au leader charismatique*

Le « big man » est une personne que les gens suivent dans la mesure où elle peut leur procurer des bénéfices. Par contre, ce que Max Weber qualifiait de « domination charismatique », c'est la qualité insolite d'une personne qui semble faire preuve d'un pouvoir surnaturel, surhumain, ou du moins inaccoutumé, de sorte qu'elle apparaît comme un être providentiel, exemplaire ou hors du commun, et pour cette raison, groupe autour de lui des disciplines, des partisans et des clients. Le leader charismatique intervient en situation de crise ou de conflits auxquels sont confrontés ses partisans, rejette le passé et les anciens modèles de domination; et parce qu'il propose un modèle alternatif, il apparaît comme un révolutionnaire. Comme l'affirme Georges Burdeau « l'apparition d'un leader populaire coïncide habituellement avec les périodes de crise où le groupe se trouve engagé. Elle met en lumière le caractère protecteur que l'espérance des masses attache au pouvoir ». <sup>28</sup> Dans le même ordre d'idées James Davies analyse avec pénétration le rôle décisif des espérances et des attentes individuelles dans le déclenchement d'un processus révolutionnaire. Pour lui, ce n'est pas seulement à l'appauvrissement continu des travailleurs ni non plus aux crises économiques que sont dus les chocs révolutionnaires: il en trouve plutôt la source dans le sentiment d'insatisfaction qui résulte d'une espérance déçue. Reprenant ainsi la célèbre thèse de Tocqueville, il soutient que les peuples se soulèvent lorsque après avoir connu un mieux-être relatif, ils voient cette récente amélioration de leur sort atteinte par toute crise grave, qu'elle soit économique, militaire ou d'un autre ordre. A toutes les époques, on trouve à l'origine des processus révolutionnaires, la frustration et le désen-

<sup>28</sup> Burdeau, G., *Traité de science politique*. L'Etat, Paris, LGDJ, 1980, tome 1, p. 441.

chantement d'un peuple.<sup>29</sup> Aussi, élites et grands hommes ne sont en réalité puissants que par une certaine correspondance avec les foules, «correspondance qui est faite d'affinités, de confiance, d'influence et de dépendance à la fois». La combinaison de ces différents éléments «fait que les désirs des masses se coulent dans les moules forgés par les élites».<sup>30</sup>

Dans le cas du royaume bamoun, Adamou Ndam Njoya est auréolé d'un prestige qui fait sa grandeur sur toute l'étendue du territoire du royaume bamoun. Il a commencé par être un *big man* de par sa stature académique et ses réalisations dans le domaine des infrastructures scolaires du Noun au moment où il était ministre en charge de l'éducation nationale.

- Au plan académique, malgré la pléiade d'universitaires bamoun, il est considéré à titre personnel comme le plus grand intellectuel du royaume bamoun. C'est donc le « seul docteur » suivant l'imaginaire d'une frange importante de la population bamoun. Et à l'époque où Paul Biya était Premier ministre sous Ahidjo, la population n'était pas avare de comparaisons entre Adamou Ndam Njoya et l'actuel chef de l'Etat. L'on disait qu'il était le plus grand intellectuel du Cameroun, suivi de Paul Biya.
- Sur le plan socio-politique, Adamou Ndam Njoya en sa qualité de ministre de l'éducation nationale avait marqué les esprits dans le Noun. D'abord avec ses exigences de rigueur et d'excellence avec sa doctrine de « nouvelle éthique ». Beaucoup de personnes au Cameroun continuent d'ailleurs aujourd'hui à manifester leur fierté pour leurs parchemins obtenus sous son règne. Comme le soutenait mordicus un militant de l'UDC lors de nos enquêtes de terrain, «pendant le règne d'Ahidjo, Ndam Njoya était considéré comme un technocrate, conscient, capable de dire haut, quand tout le monde disait bas ». Il s'était alors illustré par la « nouvelle éthique ». Ce qui lui avait valu à l'époque les félicitations de l'Assemblée nationale, chose rare à l'époque.
- Enfin, suivant une opinion fort persistante, Adamou Ndam Njoya avait contribué au désenclavement du royaume bamoun en ouvrant aux populations, des établissements secondaires et post-primaires. Ce qui permit de réduire le déficit d'instruction dont souffrait ce terroir. Il avait également favorisé le recrutement de certains dans différentes administrations de l'Etat<sup>31</sup>.

Ce bilan de carrière ministérielle, négatif pour le sultan Ibrahim Mbombo Njoya et positif pour Adamou Ndam Njoya, fut la thématique essentielle développée par les partisans de l'UDC lors de la campagne des municipales de 1996. Ce discours est très séducteur de

<sup>29</sup> James Davies cité in *Birnbaum, P. / Chazel, F.*, Sociologie politique, Paris, A.Colin, 1971, tome 2, p. 218-219.

<sup>30</sup> Asso (B), le chef d'Etat africain, Paris, éditions Albatros, 1976, p. 53.

<sup>31</sup> Ainsi, lorsque Adamou Ndam Njoya quitte le gouvernement en 1982, c'est la désolation et la consternation dans le Noun et d'aucuns n'hésitent pas à pointer un doigt accusateur sur le palais. Fort heureusement, le pouvoir du sultan Seidou était sans conteste en ce temps du monolithisme, ce d'autant plus que le régime Ahidjo ne tolérait pas ce qu'on appelait à l'époque la « subversion ».



l'électorat bamoun. Ce qui n'est pas étonnant en Afrique où le bilan de carrière d'un haut fonctionnaire se ramène souvent à la question de savoir quels avantages il a accordés aux siens. Les autorités étatiques le savent d'ailleurs, elles qui s'efforcent d'en tenir compte lors des nominations à des postes de responsabilités par l'institutionnalisation du principe de l'« équilibre régional ». Un ministre qui quitte le gouvernement est généralement remplacé par un ressortissant de la même ethnie ou de la même région. En outre, le jeu est sans règles écrites et parfois, le chef de l'Etat privilégie le groupe ethnique auquel il appartient.<sup>32</sup> Même en matière électorale, l'appartenance à la région, à l'ethnie, ou à la ville, constitue généralement le critère au nom duquel le candidat est jugé apte à défendre les intérêts de sa localité, de sa région, de son ethnie d'origine. Et lorsque apparaît une compétition entre deux candidats qui répondent à ce critère, on reprochera souvent à l'un d'eux d'avoir par une alliance antérieure impie avec des gens d'autres régions traditionnellement rivales trahi les intérêts sacrés de l'ethnie.<sup>33</sup>

Adamou Ndam Njoya va devenir un leader charismatique avec la création de l'UDC. Déjà, de par la violence qui avait accouché ce parti, il apparaissait comme un martyr. Le multipartisme est restauré au Cameroun en période de grave crise économique et de tensions sociales. Sous l'égide de l'UDC, deux importantes initiatives vont davantage le légitimer aux yeux des populations ; c'est d'abord « l'économie humanisante » avec le slogan « M'sot » et ensuite, l'achat du café des planteurs du Noun en 1994, au plus fort de la faillite de la CAPLANOUN (Coopérative agricole des planteurs du Noun). « M'sot » en bamoun signifie la houe. Cette houe se trouve être l'emblème de l'UDC. Dans son acception politique, elle renvoie au culte du travail, de l'effort et dans le Noun, pays agricole, au culte du travail de la terre. Ce mot est si popularisé dans le royaume bamoun qu'il est devenu synonyme de l'UDC. Aussi, est-il très fréquent de rencontrer des femmes tenir ce genre de paroles: « D'ù M'Sot » (rien que la houe, qui signifie rien que l'UDC). Ce vocable s'inscrit dans le sillage des principes de « l'économie humanisante » que prêche Adamou Ndam Njoya. Celle-ci constitue à en croire ses partisans, une alternative au culte de la médiocrité et de la corruption qui a fait son lit au Cameroun pour finalement plonger les populations dans le désarroi. Et contrairement au RDPC dont « les pontes brillent par la distribution des liasses d'argent, des sacs de riz et autres présents en temps de campagne », sous la bannière de l'UDC, « les populations du Noun apprennent plutôt à pêcher du poisson, en s'organisant pour créer des activités lucratives et de développement. Ndam Njoya, l'UDC avec, cristallisent ainsi les espérances d'un peuple émancipé qui entend désormais se donner une chance d'entrer dans la modernité ».

<sup>32</sup> Ndi Mbarga, V., *Ruptures et continuités au Cameroun*, Paris, L'Harmattan, 1993, p 234.

<sup>33</sup> Hazoume, G.-L., *Idéologies tribalistes et nation en Afrique: le cas dahoméen*, Paris, L'Harmattan, 1986, p. 21-22.

De nos enquêtes, il apparaît qu'à un moment, suite à la perversion des rentes agricoles, certaines autorités conseillaient aux planteurs d'abandonner purement et simplement la culture du café et dans les cas extrêmes, de détruire leurs plantations. Dans le cadre de «l'économie humanisante» Adamou Ndam Njoya va surtout prêcher le stockage du café afin de créer la pénurie et ainsi, embarrasser les importateurs. Pour combler le manque à gagner dû au non achat du café, il prônera aux agriculteurs la diversification et l'investissement dans les cultures vivrières. Après la dévaluation du franc CFA en 1994, quand l'on n'achetait plus le café, il contacta certains partenaires allemands et français qui durent acheter celui des planteurs du Noun. A partir de ce moment, il devint un messie aux yeux des populations. C'est pourquoi, les élections dans le Noun apparaissent davantage comme la manifestation de confiance au leader de l'UDC. Comme on chante ici, «L'UDC en avant, nous avons confiance à Ndam Njoya». Les responsables du RDPC, à commencer par le sultan, sont taxés de traîtres de la cause bamoun, qui ne défendent que leurs seuls intérêts personnels. Pour les militants de l'UDC, Ndam Njoya devrait remplacer à moyen terme accéder à la magistrature suprême<sup>34</sup>. Les municipales de 1996 étaient d'ailleurs pour eux une étape et peut-être même un tremplin dans la mesure où il est considéré dans le Noun comme le meilleur des candidats à même de constituer une alternative au leadership présidentiel de M. Biya. Ainsi, son domicile à Fouban est appelé «*Etoudi*», du nom du quartier de la capitale camerounaise qui abrite le palais présidentiel (Palais de l'unité).

En 2002, Ibrahim Mbombo Njoya n'avait plus trouvé opportun de se porter candidat aux élections municipales. Celles-ci virent toujours le triomphe du leader de l'UDC. L'intrigue qui suit, se noue dans la commune rurale de Bandjoun et au sein de la classe politique RDPC.

## 2. De l'élargissement de la classe politique RDPC aux principaux hommes d'affaires bamiléké : le cas de Bandjoun

A l'instar de l'épisode du royaume bamoun, celui de Bandjoun met en présence deux figures emblématiques, Ngnié Kamga Joseph, le chef supérieur de Bandjoun, aujourd'hui décédé<sup>35</sup> et M. Fotso Victor, grand entrepreneur et *big man* de Bandjoun<sup>36</sup>. Nous présent-

<sup>34</sup> Ndam Njoya est d'ailleurs considéré comme un proche parent de Jacques Chirac par les Bamoun, de par sa femme Odile dont on dit parent de l'actuel chef de l'Etat français. Avec la mainmise de la France au Cameroun, beaucoup voient en Chirac l'homme qui tôt ou tard installera celui-ci au poste de Président de la République au Cameroun, d'où son prestige.

<sup>35</sup> Né le 14 décembre 1934 à Bandjoun, sa Majesté Ngnié Kamga Joseph était un administrateur civil retraité, membre du Comité central et vice-président du RDPC. Le 15 septembre 1984, il est préfet du département de la Mefou à Mfou dans la province du Centre quand il est désigné par le conseil des neuf notables pour succéder à son propre frère dont il était le «*nkwipo*», c'est-à-dire l'adjoint, lequel venait de mourir de suite d'un accident de circulation. En mai 1985, il est nommé

tons d'abord le contexte socio-politique de l'étude marqué ici par le renoncement préélectoral de sa Majesté Ngnié Kamga Joseph au poste de maire au profit de M. Fotso Victor aux municipales de 1996 ; nous tenterons ensuite de montrer que l'accession de M. Fotso Victor au poste de maire de Bandjoun consacre la domination *bigmanique*. Nous verrons enfin, comment cette domination s'est muée en hégémonie politique.

### 2.1 *Le contexte socio-politique de l'étude : les municipales de 1996 et le renoncement préélectoral de sa Majesté Ngnié Kamga Joseph au poste de maire au profit de M. Fotso Victor*

Comme dans le cas de la commune urbaine de Foumban, depuis sa création en 1963, la commune rurale de Bandjoun était toujours l'apanage de la dynastie régnante à Bandjoun. Le tout premier magistrat municipal fut sa Majesté Kamga II Joseph, le géniteur de Ngnié Kamga Joseph qui exerça de 1963 à sa mort en 1975. En 1975, l'on institua le système des Sous-Préfets-Maires. 1980 ce régime est banni et le chef Fotue Kamga devient maire. Quand il meurt en 1984, le fauteuil va à son successeur Ngnié Kamga Joseph à partir de 1987. C'est donc son mandat et son poste que Ngnié Kamga Joseph ambitionnait de défendre en 1996. Seulement, M. Fotso Victor voulait à tout prix devenir le premier magistrat de cette ville. Chacun d'eux avait donc fourbi ses armes et constitué sa propre liste de candidatures. Dès lors se dressèrent deux factions lors des primaires en vue de la désignation des listes de candidatures RDPC à cette échéance électorale, celui du chef supérieur et celui de l'homme d'affaires Fotso Victor. Il fallut alors beaucoup de négociations pour trouver un terrain d'entente entre les deux, nous dira une autorité administrative de la place. Et un militant du RDPC d'ajouter que « les deux ayant leurs partisans, lors des primaires, c'est parce que c'est des gens qui ne pouvaient pas lutter qu'on était pas arrivé aux coups de poings ». Afin de préserver l'unité de son groupement, et surtout éviter le risque de sortie peu honorable du jeu politique local aux conséquences imprévisibles, face à la toute-puis-

membre du Comité central du RDPC par le président Paul Biya. En juillet 1987, il accède aux fonctions d'administrateur municipal de la commune rurale de Bandjoun. Il décède le 6 décembre 2003 de suite de maladie.

<sup>36</sup> Né vers 1936, Fotso Victor entre à l'école catholique de Baleng à l'âge de 7 ans; à 8 ans il quitte les bancs de l'école pour se lancer dans la vie et c'est au milieu des étals de bananes et de manioc de son père, que tout jeune, il va apprendre les rudiments du calcul et de la négociation ainsi que les subtilités du jeu de l'offre et de la demande. « Si le destin n'a pas permis au petit garçon qui rêvait de devenir un "intellectuel", aime à répéter aujourd'hui Fotso Victor, il lui a néanmoins permis de devenir riche ». A preuve, sa fortune dont on dit immense: son vaste domaine de campagne, ses nombreuses propriétés immobilières à travers la République, ses nombreuses entreprises commerciales, etc. Aujourd'hui, Fotso jadis petit commerçant de brousse comme beaucoup de ses frères bamiléké dans les années quarante, n'est pas un simple homme au Cameroun. Il fait ainsi partie de la « première génération d'entrepreneurs bamiléké » dont parle Jean-Pierre Warnier (1995: 66-67).

sance de Fotso Victor dont les partisans étaient de plus en plus nombreux, sa Majesté Ngnié Kamga Joseph se vit obligé d'accepter le compromis de la liste consensuelle. Ainsi, il était tête de liste ; mais en retour, il devait renoncer à l'avance son poste de maire au profit de M. Fotso Victor. Telle est la substance de sa lettre rédigée en date du 16 novembre 1995 avec en objet la « Mise au point sur les élections municipales à Poumougne ».

« Je soussigné Ngnié Kamga Joseph, chef supérieur Bandjoun, certifie que pour des raisons strictement personnelles d'une part, par souci constant de sauvegarder l'unité du groupement pour lequel j'ai la lourde responsabilité et le devoir de protéger par tous les moyens nos institutions traditionnelles, bref pour la paix et l'intérêt supérieur du village.

« J'ai décidé librement et même en accord bien entendu avec la plupart de mes compatriotes, que je ne me porterai candidat ni au poste de maire, ni à celui des adjoints lors des prochaines élections municipales et cela il faut que je le dise haut, pour fortement appuyer et laisser cette place uniquement à M. Fotso Victor, compte tenu des efforts combien appréciables, qu'il ne cesse de déployer les yeux fermés pour le développement de notre cher village.

« Il s'agit ici, je le répète d'une volonté permanente que je mijote depuis plus de deux ans.

« Par contre, à cause de mes fonctions traditionnelles et politiques incontournables et qui n'échappent à personne, je me présenterai sur la liste de mon parti pour briguer le poste de conseiller municipal afin de ne pas être absent au moment où certaines décisions devraient être prises pour le développement du village. Car, en tant que chef Bandjoun, je suis sûr que la commune de Poumougne doit piloter les deux communes en raison de la présence de M. Fotso Victor.

« En foi de quoi, j'ai fait cette mise au point pour lever toute équivoque et le doute dans les esprits de tous ceux qui peuvent encore continuer à méconnaître la position du chef supérieur ».

Deux messages importants retiennent l'attention dans cette lettre. Le chef parle de l'unité du groupement qu'il se doit de préserver, une preuve que les luttes politiciennes conduisent aux luttes factionnelles et aux réseaux clientélistes ; il exprime en outre son penchant pour Fotso Victor, se fondant sur son évergétisme; ce que l'on peut interpréter comme un élargissement extrême de la clientèle, qui finit par se confondre avec les personnalités de la communauté toute entière, et par leur truchement à l'ensemble de la population à Bandjoun. Cette main tendue de sa Majesté Ngnié Kamga était aussi circonstancielle. En effet, le chef supérieur des Bandjoun jouait ainsi subtilement et habilement pour son maintien sur la scène politique locale. Tout aussi paraissent fallacieux et circonstanciels, ces propos de ce proche de M. Fotso Victor, M. O. Guy, fonctionnaire retraité et militant RDPC, par lesquels celui-ci doute de l'existence d'une querelle hégémonique entre sa Majesté Ngnié Kamga et M. Fotso Victor:

« S'agissant des rivalités entre Fotso et sa Majesté Ngnié Kamga, ceux qui le disent veulent nous tirer le ver du nez. A proprement parler, le chef supérieur a constaté la

disponibilité de Fotso, son patriotisme et ses réalisations au village. On s'est entendu avec le chef. Ceux qui racontent l'histoire de l'éviction du chef en faveur de Fotso ne sont que des groupuscules qui veulent le désordre. Ce fut une entente. Nous étions tous d'accord. Avant 1996, Fotso avait déjà construit cette préfecture, goudronné la place des fêtes et un certain nombre de routes du village. C'est sur la base de ces faits concrets que le chef lui a tendu la main afin qu'il fasse mieux. En fait, le chef n'a fait que traduire l'opinion de la population ».

L'abdication pour ainsi dire de sa Majesté Ngnié Kamga Joseph étant consommée, la campagne électorale sera focalisée sur Fotso Victor. Cette précision n'est pas gratuite. Dans la pratique des élections au Cameroun, la campagne RDPC interdit généralement la propagande sur des individus, exceptée l'élection présidentielle qui se justifie. Cette propagande axée sur les réalisations du parti trouve généralement leurs grandes orientations dans la profession de foi concoctée à cette occasion. Au vu de ces orientations, chaque équipe locale de campagne apporte des adaptations, en citant les réalisations du gouvernement au niveau de la circonscription électorale. Dans ces réalisations, les municipales obligent, celles de la municipalité sortante figurent en bonne place.

## 2.2 *L'accession de M. Fotso Victor au poste de maire comme consécration de la domination bigmanique*

Nous venons de mettre en contexte le leadership local de Fotso Victor à Bandjoun. De la bouche de nombreuses personnes interrogées, il se susurre que ce leadership repose sur les pratiques oblatives du milliardaire dans ce terroir. En effet, nonobstant sa stature d'entrepreneur hors pair, l'éthos de ses affaires reste enraciné dans son Bandjoun natal. Toute la richesse de ce groupement pourrait même se résumer en son nom. Comme le relève si bien Jean Samuel Tagny,

« Ces temps derniers, et ce depuis la construction de l'axe Bafoussam-Yaoundé ayant conféré à Bandjoun le centre d'échange routier, la petite bourgade d'hier présente progressivement les allures d'une ville en pleine croissance. Ceci aussi, à la faveur de la décentralisation qui, en 1992, a fait de Bandjoun le chef-lieu du département du Koung-Khi nouvellement créée. Cette croissance est principalement marquée par un homme: Fotso Victor qui, n'en déplaise à ses détracteurs, est aujourd'hui considéré, à juste titre, comme l'apôtre de l'urbanisation de Bandjoun».<sup>37</sup>

Le volume de ces investissements de M. Fotso Victor en faveur de son terroir natal de Bandjoun est effectivement énorme ; nous avons pu le constater sur le terrain. Ses éléments essentiels ont été rapportés par le journal Ouest Echos n° 022 du 28 décembre 1995. Il s'agit là de la profession de foi, une véritable opération de charme à l'attention des popula-

<sup>37</sup> Tagny, J.S., *Bandjoun face aux défis du troisième millénaire*, publié à Bafoussam, édition Gytan Corporation, 2000, p. 16.

tions bandjoun, qui fut consacrée à la campagne du milliardaire pour les municipales de 1996. Ceux-ci épousent tous les secteurs de la vie sociale, que ce soit en matière d'éducation, de la santé, de l'emploi, d'infrastructures routières, de football, des rapports avec Dieu, etc. Voyons d'abord les projets mis en œuvre par Fotso Victor avant son accession au fauteuil de maire.

- L'ouverture et l'aménagement des routes ; le bitumage de quelques unes à l'instar de l'axe reliant l'hôpital Ad Lucem au quartier Tséla.
- La nouvelle préfecture du Koung-Khi: c'est en septembre 1992 que le département du Koung-Khi avait vu le jour; mais comme dans la plupart des cas, le gouvernement s'était juste contenté de créer l'unité administrative; il revenait aux populations de se battre pour la rendre opérationnelle. Dans certaines unités de commandement, les sous-préfets furent obligés d'utiliser leurs résidences, des domiciles privés de surcroît, comme bureaux. En revanche, à Bandjoun, grâce à M. Fotso Victor, le département du Koung-Khi avait très vite pris son envol. Ainsi, immédiatement après leur installation, il avait gracieusement mis à la disposition du nouveau préfet et de son adjoint deux somptueux véhicules flambant neufs. Ensuite, en 1995, il offrait à l'Etat le bâtiment actuel de la préfecture. Bandjoun peut se targuer d'avoir ainsi l'une des plus jolies préfectures du pays.
- La construction du stade de football de Bandjoun qui remplace l'ancien stade municipal, lequel était à vrai dire un «*no man's land*» traversé dans tous les sens par des «raccourcis».
- La construction de nombreuses églises et écoles, du primaire au secondaire, lesquelles se comptent par dizaines et par quartiers.
- La construction et l'équipement de l'Institut universitaire de technologie de Bandjoun rattaché à l'Université de Dschang. Cet établissement qui porte le nom de son promoteur, véritable structure hypermoderne digne des meilleures écoles professionnelles européennes, a pour objectifs de former des techniciens supérieurs en gestion d'entreprises, en informatique et en électronique; de familiariser les futurs diplômés avec la pratique en milieu du travail dans des juniors-entreprises mises sur pied à leur intention et de développer la recherche afin de former des «créateurs d'emploi et non seulement des demandeurs d'emploi». Côté équipements, l'IUT Fotso Victor compte 38 salles de classe de 50 places, une salle de conférence, une bibliothèque, un service audiovisuel, un service de santé, 11 laboratoires équipés par M. Fotso Victor (informatique, électricité, électronique, électrotechnique, physique-chimie, essais-mesures et automatisme, dessin industriel, génie civil, fabrication mécanique, dactylographie). Le corps enseignant est constitué de permanents et de vacataires, dont certains viennent de la Faculté des sciences et de l'Ecole polytechnique de l'Université de Yaoundé I. L'établissement assure par ailleurs le transport des étudiants et des enseignants dont la plupart résident à Bafoussam. La propreté est l'oeuvre d'une trentaine d'agents dont certains sont des joueurs de Stade Football Club de Bandjoun, d'autres, des musiciens de la fanfare, tous pris en charge directement par M. Fotso.

- Dans le domaine de l'hydraulique, c'est en 1980 que pour résoudre le problème d'eau potable alors criard à Bandjoun, Fotso avait procédé à l'adduction d'eau au quartier Tséla en réalisant un forage de 60 m avec 5 bornes-fontaines d'un débit de 5m<sup>3</sup>/h. Le quartier Carrière bénéficiera par la suite des investissements de même nature avec un forage de 80 m, 3 bornes-fontaines de 5m<sup>3</sup>/h de débit.
- Pour ce qui est de l'électricité, Fotso l'a mise à la portée de plus d'un. Partout où il a construit une maison, bâti une église, une école ou une usine, les populations riveraines ont bénéficié de l'électrification qui s'en est suivie. L'on peut citer les cas spécifiques des quartiers les plus éloignés du centre-ville ou de son fief de Tséla dont Kamdjong sur 3 Km en basse tension, Yom III, Famthum et leurs environs, après l'ouverture du CES en 1992.
- Côté industrie, existait jusqu'en 1997 Proleg (Projet légumineuse) en charge de la culture et de la commercialisation du haricot vert. Inauguré le 2 avril 1994, il avait nécessité à son démarrage en 1992 un investissement de 1 milliard 537 millions de F CFA, mis en place par son Président-directeur général Fotso Victor, avec le concours des institutions telles que la Caisse française de développement, la Banque mondiale et la Société financière internationale. Le chiffre d'affaires qui, au premier exercice était de 1,03 milliard, sera multiplié par deux au terme de l'exercice suivant, soit 2,376 milliards. Cette chaîne du haricot vert qui apparaissait comme l'une des plus grosses unités agro-industrielles de la province avec des exportations en hausse et des surfaces cultivables en pleine expansion, était surtout pourvoyeuse d'emplois, directs ou indirects. De la production à l'expédition, en passant par l'encadrement, l'agrèage, la manutention, l'égouttage, etc, c'étaient des centaines de personnes qui avaient trouvé du travail. Soit un total de 901 personnes originaires pour la plupart de Bandjoun au 30 novembre 1995, employées directement par l'entreprise, sans oublier quelques 12000 planteurs encadrés par les moniteurs Proleg dans des champs qui étaient répartis dans les départements de la Menoua, des Bamboutos, de la Mifi et du Koung-Khi<sup>38</sup>. L'entreprise elle-même disposait d'une plantation de 100 ha à Foubot (pays bamoun) qui fournissait grâce aux méthodes culturelles modernes 60% de sa production annuelle.

Depuis son élection à la tête de la commune rurale de Pete-Bandjoun, les dividendes sont déjà très nombreuses et perceptibles à travers dons et legs, lesquels constituent l'ossature principale des ressources de ladite mairie. Constat qui se dégage très nettement à la lecture du Procès verbal n° 1 de la réunion du conseil municipal en date des 28 et 29 juillet 1998 (p. 9):

«(...) Monsieur Fotso a saisi l'opportunité pour présenter à l'assistance le bilan fort élogieux de son action à la tête de la commune au cours de l'exercice 1996-1997 avant

<sup>38</sup> La culture était entièrement encadrée: Proleg distribuait les semences, fournissait les produits phyto-sanitaires et les engrais et achetait la récolte. Les moniteurs encadraient le paysan.

de tracer les grandes lignes qu'il compte suivre pour la gestion de ladite collectivité pour l'exercice 1998-1999 qui précède notre entrée au 3<sup>e</sup> millénaire.

«Pour terminer ce propos liminaire, le maire Fotso Victor lancera à ses collègues conseillers municipaux et à la grande satisfaction de l'assistance: 'Je voudrais dès à présent que certains dons que j'ai faits à la commune entrent bientôt en production. Préparez votre esprit à accepter à l'avenir, que je lui fasse plutôt des prêts remboursables, pour certains gros investissements. Je pense qu'il est bon de nous préparer à un sevrage progressif. A ce niveau, la souplesse que je peux vous faire sera d'accorder un taux d'intérêt de 60%' ».

Le maire après cette introduction va faire le rapport de présentation du compte administratif 1996-1997, lequel s'équilibrait en recettes à la somme de 431.780.800 francs et en dépenses à celle de 442.130.501, soit un déficit budgétaire de 10.349.701 francs. M. Fotso Victor justifiera ce déficit comme la conséquence du retard causé par le non-paiement de certaines créances dues par le FEICOM (Fonds spécial d'équipements et d'intervention intercommunale) ainsi que les centimes additionnels communaux dûs par l'Etat. Il promet toutefois que sa commune devait payer sa dette dès qu'elle devait rentrer dans ses droits suscités.

De ce rapport, il ressortait que la commune avait vu la grande partie de ses recettes provenir des dons et legs (309.064.948) et des emprunts (88.206.376 francs)- émanant de M. Fotso-, soit un montant global de 397.271.324 représentant 61,43% du volume global. Pour les autres recettes, la rentrée avait été très timide pour plusieurs raisons: la méconnaissance par le contribuable de l'impôt libératoire, le laxisme des agents de recouvrement. Dans le chapitre des dépenses, il apparaissait que le maire avait consenti plus d'efforts dans le secteur d'investissements dans la mesure où ceux-ci constituent = le thermomètre permettant de jauger la santé d'une commune. Il citera en effet, entres autres réalisations:

- Réfection de l'hôtel de ville ..... 58.886.299 F.
- Construction de l'école maternelle ..... 5.850.169 F.
- Achat de 4 véhicules de fonction ..... 113.293.930 F.
- Première phase construction du marché ..... 195.771.018 F.
- Paiement régulier du salaire du personnel ..... 21.031.497 F.
- Fonctionnement des cases de santé ..... 16.800.000 F.
- Autres dépenses ..... 22.072.382 F.

Si l'on compare ce compte administratif à ceux de la plupart des communes de la province, alors l'on se rend très vite compte du rôle de sauvetage de Fotso Victor. C'est d'ailleurs l'unique mairie de la province qui ne connaît pas de retard dans le paiement des salaires, les autres accusant des arriérés oscillant entre 20 et 40 mois. En effet, c'est de sa propre bourse que Fotso Victor éponge ou a pu éponger les arriérés et autres indemnités des conseillers municipaux. L'aménagement des locaux actuels de la mairie et la construction du marché de Bandjoun, structure moderne, demeurent toujours son oeuvre exclusive. Aujourd'hui, il nourrit l'ambition de construire une mairie hypomoderne avec des salles de fête qui



pourraient générer des ressources pour cette collectivité locale. Dès lors, le préfet, autorité de tutelle, avait des bonnes raisons en 1998 pour lui exprimer son témoignage de satisfaction:

«M. Le Préfet: Monsieur le maire de la commune rurale de Pete-Bandjoun (...). Je n'ai pas grand'chose à dire car depuis un certain temps, j'ai constaté que vous avez déjà engagé votre campagne électorale par la réalisation de plusieurs projets et ceci sous la conduite de Monsieur le maire.

«La commune rurale de Pete-Bandjoun est en bonne santé et ceci est bien visible à travers la franche collaboration entre les différents organes de la commune. La volonté y est totale et à tous les niveaux à partir du premier magistrat. Le pasteur vient de faire une remarque très pertinente en reconnaissant que la commune rurale de Pete-Bandjoun avait une avance considérable sur les autres communes créées au même moment qu'elle. Vous êtes au sommet aujourd'hui mais sachez que les autres sont jaloux de vous et vous devez chercher à vous maintenir haut. Monsieur le maire, laissez-moi vous dire que je suis très flatté par vos réalisations et notamment le marché central qui est un vrai bijou pour notre cité. Je suis très reconnaissant et je vous adresse les félicitations du gouvernement à qui je rendrai compte de ce que je vois. Ces travaux routiers sont déjà réalisés à plus de 50% et je demande au maire de persévérer dans son esprit d'initiatives pour que la commune rurale de Pete-Bandjoun puisse rivaliser avec celle des grandes métropoles du pays»<sup>39</sup>.

Le budget 2000-2001 de la commune rurale de Pete-Bandjoun s'équilibrait en recettes et en dépenses à 514 millions de F CFA et se répartissait ainsi qu'il suit:

- 53 802 352 de recettes propres,
- 50 000 000 F CFA de prêt du FEICOM,
- et 354 228 982 F CFA de dons personnels de M. Fotso.

Rappelons qu'au cours de l'exercice précédent, le maire Fotso Victor avait acheté et offert à la commune une niveleuse et un bulldozer de marque D7. Ces deux engins permettent à la commune de poursuivre l'aménagement et l'entretien des voies communales. Le plan de campagne du maire prévoyait la construction de 30 Km de pistes comportant 5 grands ponts<sup>40</sup>. Enfin, tout le monde sait aujourd'hui le rôle mobilisateur et intégrateur du football, sport-roi pour ainsi dire au Cameroun. Et ce n'est pas seulement en Afrique et en Amérique latine que ce sport est devenu «l'opium du peuple». Partout dans le monde, notamment en Europe et de plus en plus aujourd'hui, en Asie et en Amérique du Nord, le football draine et exalte des foules nombreuses, poussant parfois à l'hystérie collective les spectateurs les plus enthousiastes. De ce fait, les prouesses d'une équipe de football qui passent d'abord et

<sup>39</sup> Source: Procès verbal n° 1 de la réunion du conseil municipal de la commune rurale de Pete-Bandjoun, tenue les 28 et 29 juillet 1998, p 9.

<sup>40</sup> Source: Cameroon Tribune n° 7212/3500 du 24 octobre 2000, p 12.

avant tout par un embonpoint financier, constituent un grand facteur de légitimation des dirigeants et autres leaders. Bandjoun dispose d'une équipe de football en division d'élite, le Stade Football Club. Jusqu'à une époque récente, les querelles entre ses élites pour le contrôle de cette équipe avaient sabordé complètement les bases financières de cette équipe aggravées par la crise économique qui traverse le Cameroun. Mais depuis le 2 mars 2001, cette équipe a trouvé un repreneur en la personne de M. Victor Fotso qui a décidé de la considérer comme une des activités de son Groupe.

C'était d'ailleurs la seule voie pour sauver ce club d'une descente aux enfers de la deuxième division et surtout d'une dissolution. En effet, depuis trois saisons et à chaque fois, les différents présidents qui s'étaient succédé à la tête de Stade F.C, avaient dû essuyer une indifférence frisant l'abandon des autres élites. Après avoir colmaté les brèches pour éviter de déclarer non partant, il avait toujours fallu l'intervention salutaire du généreux Fotso Victor dont la perfusion financière et matérielle toujours évaluée à plusieurs dizaines de millions de francs chaque saison, permettait de réanimer la malade agonisant. Finalement après moult tractations, M. Dzana Fouda Patrick, le préfet du Koung-Khi devait trouver les mots justes pour convaincre celui-ci de s'approprier la gestion de l'équipe; bien évidemment, en gardant son aspect populaire où tous les Bandjoun devaient continuer à se reconnaître. En fait, Fotso avait toujours évité de prendre directement les commandes de cette équipe afin de ménager certaines susceptibilités qui pouvaient y voir une ambition expansionniste de sa puissance financière sur une cité dont il est le vrai bâtisseur. En acceptant ainsi d'alourdir les charges de son Groupe en y insérant le gouffre à sous qu'est une équipe de football, l'on est au moins sûr que l'équipe fanion du Koung-Khi a tourné la page aux problèmes financiers.

Cette prodigalité de M. Fotso Victor a fait de lui un grand notable de la cour de Bandjoun avec un statut particulier de «sous-chef» sans territoire (un «*mwabo*»)<sup>41</sup>. On l'appelle ici «*Fowato Gapbigung*» (celui qui attrape, rôtit et partage à toute la population, celui qui n'a pour seul souci que la générosité)<sup>42</sup>. Demeure cependant une question à laquelle il faut

41 A Bandjoun, les chefs conquis et soumis ou encore protégés, portent habituellement le titre de «*fot two*». Par contre, certains à l'instar de Victor Fotso, portent celui de «*mwabo*». Quel que soit leur titre, ils jouissent tous d'un grand prestige auprès de la population. L'appellation de «*fon two*» évoque la dépendance par rapport au chef, tandis que le titre de «*mwabo*» souligne plutôt la réussite d'un homme récompensé par le chef. Les uns et les autres, sous-chefs et «*mwabo*», approchent le chef sans trop de peine et n'ont pas besoin de se découvrir en sa présence. Ils se considèrent comme des égaux et portent avec le chef l'insigne du pouvoir, le «*kwe fo*», l'anneau de cuivre de leur initiation (Maillard, 1984: 34-35).

42 Mais si l'activisme de Fotso Victor au sein du RDPC aidé par les grands moyens dont il dispose a fait de lui un des piliers essentiels du pouvoir dans l'Ouest, il en a pris des ailes qu'il laisse le sentiment de tout écraser sur son passage. Et de plus en plus, certains l'accusent de vouloir s'imposer à tous et par tous les moyens. Logique donc que ses adversaires l'attaquent sur le point qu'ils croient être le plus dangereux pour eux: sa richesse matérielle jugée par trop « insolente ».

inférer quelques éléments de réponse : pourquoi Fotso Victor se complait-il à s'imposer tellement au village, à s'investir si tant à Bandjoun au point de devenir un écran entre l'Etat et la population et encombrant pour certains comme nous l'avons vu plus haut ? Pour beaucoup, Fotso est par nature généreux. Cette explication de type psychologique semble méconnaître l'entreprise de domination qui sous-tend et accompagne les investissements de l'homme d'affaires ; de son côté, Fotso Victor avance une argumentation de type sociologique. Ainsi, à la question de savoir pourquoi il avait préféré offrir non pas un hôpital aux populations, mais un établissement d'enseignement technique (l'Institut universitaire Fotso Victor), il s'en défend dans un ouvrage autobiographique, publié à compte d'auteur en 1994 : « Depuis longtemps déjà, je voulais agir pour ma région et faire don d'une structure utile à la population, de quelque chose 'qui reste' » (Le chemin de Hiala, en collaboration avec Jean-Pierre Guyomard, Editions Septembre, Paris, 1994). Victor Fotso, répond un de ses proches collaborateurs, a agi en visionnaire.

« Un établissement aussi moderne en pleine brousse peut effectivement étonner. Mais il ne faut pas oublier que le système éducatif camerounais ne forme pas encore assez de techniciens et d'agents de maîtrise, des corps de métier indispensables à la bonne marche de toute affaire industrielle. Cette institution n'a d'autre ambition que de combler une lacune et de donner une chance aux milliers de jeunes de la région qui n'ont ni les moyens, ni la capacité d'intégrer les universités de Douala ou de Yaoundé ». Ce serait méconnaître une tendance lourde entretenue par les entrepreneurs bamiléké de la « première génération » dont parle Jean-Pierre Warnier et qui relèverait de la psychologie sociale. En effet leur ethos des affaires est enraciné au village.

« Ayant opté pour la défection par rapport à la chefferie en raison de leur statut de dominés, ces entrepreneurs aspirent au renversement de ce statut. Dès que leur réussite leur permet, ils prennent deux épouses, acquièrent un titre de notabilité à la chefferie, y font construire une maison et adoptent un comportement de notable. La gestion d'entreprise est subordonnée à ces objectifs. La métaphore de la notabilité suggérée par le discours et l'iconographie bamiléké est celle du récipient qui contient des substances vitales nécessaires à la reproduction de la lignée: huile des anchois, padouk, sperme, femmes, enfants, argent ».<sup>43</sup>

On l'accuse aussi de s'accaparer de toutes les bonnes terres de Bandjoun avec sa puissance financière. « Fotso est un homme qui veut acheter tout Bandjoun. Il achète des terrains à tout vent. Dès qu'il y a conflit foncier dans une concession, il vient verser de l'argent aux protagonistes et devient propriétaire des parcelles querellées. Avant de mourir, le chef ne cessait de dire aux Bandjoun que Fotso Victor menace son autorité et veut s'approprier son village jusqu'aux lieux sacrés », révèle un notable. Mais réplique un de ses proches, « Fotso n'occupe pas le terrain en désordre. Quand vous lui proposez un terrain, il l'achète. Il a son argent, une famille nombreuse et des employés. Dire qu'il a spolié quelqu'un de ses droits, c'est faux. Et depuis qu'on a commencé à formuler ces griefs contre lui, il n'achète plus que des terrains titrés dont la propriété est légalement établie... ».

<sup>43</sup> Warnier, J.-P., « Trois générations d'entrepreneurs bamiléké (Cameroun) » in: Ellis, Stephen / Fauré, Yves-A. (dir.), *Entreprises et entrepreneurs africains*, Paris, Karthala, 1995, p. 66-67.

### 2.3 M. Fotso Victor : de la domination big maniaque à l'hégémonie politique<sup>44</sup>

Nous avons vu plus haut que du *big man*, Adamou Ndam Njoya est devenu le leader charismatique de l'UDC et que de plus en plus l'on note un chevauchement entre appartenance à ce parti et appartenance au groupe ethnique bamoun pour des raisons non liées à l'éternel « tribalisme » mais contextuelles. Dans le cas de Bandjoun, malgré sa générosité qui fait de lui un magnat, Fotso Victor demeure un *big man* à cause de son appartenance au RDPC qui n'est pas forcément le parti le mieux partagé à Bandjoun. S'il était leader de parti peut-être serait-il devenu une idole à l'image du leader de l'UDC. Ainsi, si les populations votent RDPC à Bandjoun, c'est moins la manifestation d'une fidélité partisane que la confiance à un homme. En clair donc, en devenant le premier magistrat de Bandjoun, Fotso a quitté la sphère réputationnelle de *big man* pour s'incruster résolument dans l'arène positionnelle<sup>45</sup> ; aujourd'hui, il est devenu une autorité publique largement acceptée. Ainsi, lors de nos enquêtes de terrain, une distinction entre le RDPC qu'il faut à tout prix sanctionner pour certains et M. Fotso, le bâtisseur de Bandjoun qu'il faut soutenir, était de plus en plus nette et récurrente dans la bouche des populations et notamment les militants SDF. Mais comme il n'existe pas de candidatures indépendantes et que Fotso Victor se trouve être un grand suppôt local du parti au pouvoir, d'aucuns plaidaient pour une partition des élections à Bandjoun avec les municipales qui reviendraient chaque fois au RDPC pour autant que Fotso sera candidat, et les législatives au SDF; le scrutin municipal s'analysant ici comme un plébiscite en faveur de M. Fotso.

K. Jeanne, 53 ans, commerçante et militante SDF, est de cet avis:

« Nous voulons M. Fotso Victor. Il a très bien investi à Bandjoun. Mon parti c'est le SDF, mais je l'ai choisi comme maire. Si je vote pour quelqu'un d'autre, il ne le fera pas. Il aime son village et a plusieurs fois sauvé notre cause... Même dans les hôpitaux, il nous aide. Ce n'est pas son parti que j'aime mais bien lui Fotso Victor. Le RDPC est un parti voleur. Or, moi je n'aime pas ça. Le RDPC nourrit le peuple de l'espoir. Et depuis que ce parti est au pouvoir, il n'a rien fait en dehors de l'aéroport de Nsimalen. Le RDPC vole l'argent avec ses ministres. On ne peut plus tromper un Camerounais...  
« C'est en 1997 que je suis entrée dans le SDF. Avant, j'étais sans parti... Le SDF est un parti de la vérité. La vérité du SDF, c'est dire ce qui est clair au peuple. Il faut voir

<sup>44</sup> L'hégémonie fait référence à une forme de puissance qui ne relève pas que de la domination pure et simple mais aussi du consentement des groupes subordonnés, cela par un leadership intellectuel et moral.

<sup>45</sup> Sur les diverses approches du leadership communautaire, l'on peut se reporter aux travaux de Linton Freeman, Thomas Ferero, Werner Bloomberg et Morris Sunshine, « Recherche des leaders dans les collectivités locales : comparaison des différentes approches » in *Pierre Birnbaum / François Chazel*, Sociologie politique, Paris, Armand Colin, 1971, 234-247.

nos députés. Ils ont investi au village, ils ont construit leurs maisons ici. Je vois déjà deux écoles construites ici dans le cadre des micro-projets parlementaires: l'école maternelle bilingue et celle de Fomtou, parce que nos écoles sont construites par les villageois. Or, avant, nous ne savions pas que les écoles étaient construites par les parlementaires. Aux prochaines municipales, je voterai la liste de Fotso et aux législatives le SDF. Ce n'est pas seulement moi, mais tout Bandjoun qui agira de la sorte... ».

Le message du coordonnateur du SDF du Koung-Khi, Tagatio Jean Claude, couturier, est sans ambages. Lors de notre entretien en décembre 2000, il soutenait mordicus qu'en 1996, ils allaient en compétition contre le RDPC et non contre Fotso Victor; qu'ils auraient accepté de se retirer de la course au cas où il y aurait eu de candidatures indépendantes afin que Fotso se présentât seul, pour autant que la candidature indépendante met en exergue l'honneur personnel et non celui d'un parti; qu'ils ne sont pas contre le développement puisque, «bien avant même 1996, le bilan de M. Fotso était toujours positif parce qu'il agissait en sa qualité de fils, d'élite et de grand mécène de ce village et non en tant que maire». A en croire O. Guy un fervent partisan de Fotso Victor, leur message de campagne lors des municipales de 1996 tournait autour de la disponibilité de M. Fotso Victor, du fait qu'il avait accepté de rentrer au village pour participer au développement de sa localité. «Nous avons même fait le bilan de ses réalisations dans le village en tant que citoyens (allusion à la profession de foi dont nous avons parlé plus haut) et avons alors demandé aux populations de lui donner un instrument politique afin qu'il fasse mieux et davantage», affirma-t-il, avant d'ajouter :

«Je crois que le peuple Bandjoun ne s'est pas trompé sur le choix porté sur lui. A présent, ceux qui ont l'honnêteté intellectuelle, qui ne cherchent pas un intérêt personnel, savent que nous gagnerons à le conduire au poste de maire. Il a fait ses preuves aux pieds du mur, a des relations plus que toute autre personne à Bandjoun, et est en bon terme avec le régime sans oublier ses relations personnelles avec le chef de l'Etat. Homme d'affaires de classe internationale, il peut trouver des financements extérieurs pour sa localité. Imaginez un homme de sa trempe qui s'abaisse pour parcourir le village et toucher du doigt les travaux de construction! Nous avons ensemble parcouru la vallée du Noun par plus de trois fois à pieds pour étudier les possibilités du désenclavement de ce village. Ce n'est pas tout le monde qui peut se comporter de la sorte. Maintenant, Fotso est à la recherche des financements pour son terroir !

« (...) Les autres élites bandjoun veulent d'ailleurs tout lui abandonner. Or, Fotso n'est pas l'unique bourgeois de ce village. Il n'est peut-être que le plus grand. Il y a plusieurs milliardaires à Bandjoun. Fotso n'étouffe personne. Il conseille à tous de ne pas s'opposer au régime parce que nous courons vers notre ruine (...) ».

Dans son mot de fin, O. Guy déclara que le moment venu, c'est-à-dire aux prochaines consultations électorales<sup>46</sup>, ils allaient demander à la population «d'ouvrir les yeux, de

<sup>46</sup> Celles-ci ont eu lieu le 30 juin 2002, remportées haut la main par la liste RDPC conduite par M. Fotso Victor contre la liste SDF.

parcourir les rues, d'aller à la campagne et en milieu urbain». Qu'à ce moment là, les réalisations parleront d'elles-mêmes. Lors de notre entretien, M. W. Samuel, technicien en mécanique auto, n'avait pas également tari de compliments à l'endroit de Fotso Victor:

«... Sur le plan général et tel que je vois les choses et les activités individuelles de nos élus municipaux, moi, j'en apprécie déjà les efforts déployés. S'il faut tirer mon point de vue, je dirais que j'approuve leurs activités à 75%. Sur les perspectives d'avenir, si les choses continuent ainsi, c'est qu'on est sur la bonne direction. Cela signifie que cette fois là, je voterai RDPC.

«Un richissime comme Fotso ne peut que faire prospérer notre village si on se réfère à la démocratie à l'américaine et à la française (...). Or, étant nanti, il n'avait pas de pouvoir politique. Fotso n'étouffe personne ici, puisqu'il n'est pas contre l'évolution. Il en appelle à ses confrères, aux élites économiques dans le cadre du Comité de développement afin qu'ils fassent de Bandjoun une cité digne de ce nom. Si on prend un va-nu-pieds comme moi pour en faire maire, je chercherais plutôt à construire ma maison, une maison qui mérite mon statut de maire. Lui, Fotso, n'en a pas besoin... ».

K. Zéphyrin, technicien des appareils médicaux, topographiques et électroménagers, 26 ans, rapporte que depuis longtemps il hésitait à choisir un parti ; qu'en 1996, il était à Douala et n'avait pas voté. Mais depuis qu'il est rentré s'installer à Bandjoun, il pense que M. Fotso est un exemple à suivre:

«Je ne lui reproche rien. C'est un rassembleur. Vous voyez ce qu'il a fait pour Bandjoun. Ce n'est pas quand il a été élu maire. Si vous visitez tous les quartiers, vous verrez qu'il y a laissé des empreintes. Il n'a pas fait ces investissements avec l'argent du parti ou du gouvernement. Par nature, il est généreux. Il dit aujourd'hui qu'il veut former des gens pour assurer la relève parce qu'un jour, il ne sera plus là. C'est un monsieur qui n'attend pas quelque chose de quelqu'un. Il aime créer. Il est très sympathique. Il y a des gens qui, dès qu'ils ont quitté leur village, ne rentrent que dans le cercueil. Ceux-là investissent ailleurs sans penser à leur terroir.

«Ici à Bandjoun, beaucoup de jeunes aiment faire dans la débrouillardise plutôt que d'attendre un emploi dans l'administration. Fotso veut former des gens. C'est pour ça que si M. Fotso sait que tu es un débrouillard, il s'efforcera de te protéger. Il ne voudra pas qu'on te menace sous quelque prétexte. Par exemple, si tu as un problème d'arriérés de bail, il appellera ton bailleur à plus de compréhension. Pour moi, je dis que s'il y avait des gens comme ça dans le pays, si à la place des gouverneurs, il y avait des gens comme lui, il n'y aurait pas de corruption. Car, au Cameroun, il y a beaucoup d'argent, mais beaucoup de personnes ne veulent pas travailler avec abnégation et probité ».

Ce consensus sur la personne de Fotso Victor à Bandjoun est une preuve que la voie la plus habituelle de légitimation des représentants est celle de l'efficacité humaine. Nous entendons par là une présomption d'efficacité non bureaucratique, non impersonnelle, qui fait intervenir la relation de confiance tissée entre le représentant et ses électeurs, ou le dirigeant et ses mandants.

## Conclusion

Le mérite de cette étude réside dans la prise en compte des trajectoires locales du processus de la démocratisation dans son versant de la circulation des élites au Cameroun. Pour étayer notre argumentation, nous avons fait appel à deux études de cas mettant en cause l'hégémonie politique des dynasties régnantes dans les institutions municipales : d'une part un leader émergeant au sein de l'opposition UDC et d'autre part, une ouverture de la classe politique locale du parti au pouvoir, le RDPC à un magnat. Dans le premier cas de figure, Adamou Ndam Njoya, le leader de l'UDC n'est pas totalement un homme nouveau. Ayant été mis à la touche, il s'est plutôt servi du nouveau climat politique pour assouvir ses ambitions jadis en dormance. Du *big man* en raison de son bilan de carrière ministérielle positif pour le développement de son terroir natal du royaume bamoun, il s'est adjugé une nouvelle légitimité en devenant un leader charismatique avec la création du parti de l'UDC à partir de 1991, pour autant qu'il était porteur d'un projet alternatif à la crise économique dans laquelle étaient plongés ses partisans. Parce qu'il est leur leader, les populations investissent dans le futur en lui apportant tous les soutiens financiers, électoraux, logistiques nécessaires, avec l'espoir de le voir un jour à la magistrature suprême.

Dans le deuxième cas de figure avec l'ouverture de la classe politique RDPC à un entrepreneur économique, en l'occurrence M. Fotso Victor, ce dernier malgré toutes ses pratiques oblatives en faveur de Bandjoun, y demeure un simple *big man* à cause de ses accointances partisanses avec le RDPC. Toutefois, cette domination *bigmanique* s'est muée en hégémonie politique et de plus en plus il y a une distinction entre RDPC et Fotso Victor qu'il faut à tout prix soutenir, au sein de la population. S'il était un leader de parti, peut-être serait-il devenu un leader charismatique à l'instar d'Adamou Ndam Njoya. Et contrairement aux études consacrées au chevauchement entre politique et économie qui se focalisent sur les « politiciens-entrepreneurs »<sup>47</sup>, nous avons plutôt affaire ici à un « entrepreneur-politicien » qui fait usage public de ses biens privés. Il s'agit en partie d'une option pour la redistribution d'une part généreuse du revenu qui, autrement, irait au fisc.

<sup>47</sup> Voir Faure, Y.-A. / Médard, J.-F., « L'Etat business et les politiciens entrepreneurs. Néopatrimonialisme et Big men: économie et politique », in: Ellis, S / Faure, Y.-A. (dir.), *Entreprises et entrepreneurs africains*, Paris, Karthala/ORSTOM, 1995, p. 289-309 ; Rharade, A., *La Sociabilité entrepreneuriale a Kenya*, in: *Les Cahiers de l'IFRA*, no 13, sep/oct 1998, p. 4-25.